


De : François Nicolas <fnicolas@ens.fr>
Objet : **Qui-vive (10-06-11)**
Date : 10 juin 2011 22:16:35 HAEC



 7 pièces jointes, 1,2 Mo

Qui vive ? مَنْ أَلْقَادِمُ ؟ [*mani_l-*
qâdim ?]

vendredi 10 juin 2011 : <http://www.egalite68.fr/Qui-vive/10-06-11.pdf>

Points du jour :

- [Égypte](#)
- [Syrie](#)
- [Grèce](#)

ÉGYPTE

"Mettre l'art dans la rue" sur la place...

Intéressant : Des artistes s'approprient le mot "place", qui, comme l'on sait, joue un rôle central dans la révolution égyptienne en cours ("place Tahrir...").

Il s'agit bien sûr de suivre cela par-delà l'appréciation proprement artistique qu'on peut avoir de ce dont il s'agit

Voir à ce titre <http://www.youtube.com/watch?v=dmAANSnBms>

Ce qui se passe pour le moment me semble intéressant comme mouvement idéologique (ici l'idéologie renouvelée - voir le billet qui suit, de Sylvie Nony - de l'art dans la rue...).

L'art est une place

9 juin 2011

par snony

« *Al-fann mîdân* » , est le nom d'une nouvelle manifestation culturelle en Égypte, qui a désormais lieu tous les premiers samedis de chaque mois (logo ci-dessous).



[fNi : la phrase arabe dit précisément "l'art est une place"

[اَلْفَنُّ مَيْدَانٌ]

Samedi dernier était le troisième, depuis qu'une petite centaine d'associations culturelles ont décidé de se regrouper pour organiser dans tout le pays des festivités artistiques et culturelles. Ces associations et les quelques 200 artistes qu'elles ont rassemblés revendiquent toutes et tous le qualificatif « d'indépendant », ce qui n'étaient pas imaginable sous l'ancien régime. Il existait un événement annuel de ce type à Héliopolis mais rassemblant essentiellement des organisations patentées.



Au programme, samedi 4 juin dernier, entre 15h et 23h : du cirque, du cinéma (indépendant) des ateliers d'arts plastiques, du théâtre, des pantomimes, des groupes musicaux (folkloriques et contemporains). Il ne s'agissait pas exactement d'art de la rue comme on l'entend en Europe, mais de « mettre l'art dans la rue ».

La place Abdîn qui accueillait la manifestation était entourée de stands où s'exposaient des artisans, et des libraires. Sur les tables de ces derniers, des ouvrages d'écrivains et poètes égyptiens, mais aussi des traductions d'auteurs étrangers peu en vogue jusque là. Ici, à côté de Shakespeare, on trouve Darwin, Jean Paul Sartre et Albert Camus.



L'initiative se présente comme une poursuite de la révolution du 25 janvier, omniprésente par les portraits des « martyrs » qui flottent sur la place mais aussi dans les dessins des enfants invités à prendre craies et pincesaux.



Sur le prospectus qu'elle distribue dans les différents stands, l'union des associations affirme qu'elle « s'emploie à soutenir et mettre en œuvre les revendications de la révolution du peuple égyptien en ce qui concerne les réformes politiques et sociales » et « souhaite donner toute leur place à l'art et la culture dans la vie publique » pour que chaque citoyen puisse « élargir ses connaissances » et pour lui ouvrir « l'horizon de l'avenir ». Tout le monde ici est convaincu que cet horizon ne s'ouvrira pas seulement avec des décisions politiques, même si certaines sont urgentes. Le pari des organisateurs est que l'on peut « faire, sans attendre » comme me le dit un jeune responsable, avec enthousiasme. Le pari est réussi, au moins au Caire où un public dense est venu en soirée, écouter plusieurs concerts retardés par la chute, dans l'après midi, de la rampe de projecteurs. Les installations sont assurés par des bénévoles et tout n'a pas lieu à l'heure écrite sur le programme, mais on sent les gens heureux de savourer une autre dimension de leur liberté conquise. Le développement culturel en Egypte a profondément souffert des trente années de dictature, et on ne peut que souhaiter à ce genre d'initiatives de proliférer.

Al-Fann mîdân avait aussi lieu ce samedi à Alexandrie (Jardins de Shallalât), à Assiout (place des banques), à Louxor (salle Sidi Abu el-Hagag), à Kafr el-Cheikh (dans la rue), à Mansourat, et à Damiette.

La même après-midi se produisaient dans la salle « Makan », rue Saad Zaghloul, des artistes égyptiens et français qui venaient de travailler une dizaine de jours ensemble à la réalisation de spectacles multimedia : videastes, musiciens, danseurs, aidés de quelques machines pleines de boutons, et soutenus par l'association « Zinc » de Marseille, ont transformé l'espace de cette petite salle habituellement réservée à des spectacles traditionnels [fNi: voir un ancien post reproduit partiellement ci-dessous]. Le projet est exposé [en ligne ici](#).

[fNi - en voici l'idée directrice :

"Comment communiquer entre le français, l'arabe, l'anglais, la danse, la lumière, le son et les images ?" Le Laboratoire a fait se connecter les médiums à travers les outils numériques et plus particulièrement à l'aide du système MIDI qui n'a pas résolu la communication mais a permis de trouver une idée commune et de laisser à chacun son interprétation.]



Ces initiatives ne travaillent pas dans le sensationnel et n'auront jamais le relais médiatique des grands shows aux Pyramides. Elles révèlent une société pleine de potentialités qui ne demandent qu'à s'étendre. Certes « l'horizon de l'avenir » se perd parfois encore dans les nuages, mais la vitalité culturelle de la société égyptienne est un des points d'appui de cette révolution qui, il faut le dire et le redire, ne fait que commencer.

makân

25 décembre 2007

Au n°1 de la rue Saad Zaghloul, il y a un endroit, nommé *Makân* (lieu en arabe).



La porte ne paye pas de mine, et n'est ouverte qu'un soir ou deux par semaine, pour cause de spectacle. En fait, la salle est tenue par une association : l'*Egyptian Center for Culture and Art*, qui en plus des spectacles fait un travail d'archivage musical pour préserver et reconstituer notamment le **zâr** une tradition arabo-africaine dont l'origine géographique doit être en Ethiopie, et qui a pour but la guérison des maladies infligées par les mauvais esprits mais aussi la vénération de saints divers. L'instrument central est la tamboura, une lyre à cinq cordes au son assez particulier, accompagnée de tambourins et parfois d'une petite flûte.

SYRIE

Significative prise de position des Jésuites de Syrie.

Par delà leur "jésuitisme" inentamé (pas de violence... sauf celle de l'État - "L'Église nous enseigne la nécessaire distinction entre la violence issue de la haine et l'usage légal de la force" - et un accent mis sur les réformes, implicitement contre toute "révolution"), leur prise de position est intéressante car ils se rangent clairement du côté d'une unité nationale syrienne à préserver, face donc à des menaces de plus en plus grandes de balkanisation de la Syrie (après l'Irak, le Soudan, la Libye et peut-être le Yémen).

Méditations sur les événements actuels en Syrie

Nous, les Jésuites en Syrie, sommes bouleversés par les événements récents qui ont lieu dans ce pays qui nous est cher. Nous nous sommes rencontrés pour prier ensemble, pour intercéder en sa faveur, et pour méditer sur ce qui s'y passe. Ce texte est le fruit de notre prière, nous désirons le partager avec vous :

La Syrie, pays agent de civilisation

Notre patrie, la Syrie, est le pays des multiples civilisations qui se sont succédées sur notre terre et ont enrichi notre patrimoine. Une grande partie de cette richesse provient de la

communication et de l'harmonie entre des personnes de culture, de religion et de spiritualité différentes. Ensemble, ces personnes ont constitué une unité dont nous sommes fiers et à laquelle nous tenons, ce qui nous fait porter une grande responsabilité pour préserver cet héritage grandiose.

L'histoire de notre pays s'est distinguée par l'esprit d'hospitalité et d'ouverture à l'autre, quel qu'il soit. Cet esprit d'hospitalité, de recherche de l'unité dans la différence, ainsi que tous les efforts qui conduisent à la construction de l'unité nationale sont, sans aucun doute, aux fondements de la société syrienne et en font une belle et vivante mosaïque.

Les événements récents

Depuis quelques mois, surgissent dans notre pays, comme dans la plupart des pays arabes, des revendications de réformes des structures politiques et sociales. Ces réformes visent à conforter l'état de droit et la conscience citoyenne, dans le respect des libertés individuelles. De telles revendications sont un droit légitime et reconnu pour tous, permettant à chaque citoyen d'être un acteur de la transformation de cette société.

Malheureusement, c'est la confusion qui a pris le dessus, ouvrant la voie à la violence. Le refus de l'autre, comme nous le savons tous, est la cause principale de la violence qui appelle à son tour une autre violence. Nous observons en ce moment des tentatives visant à foment
des troubles et une guerre confessionnelle qui mèneraient à l'effritement de notre société. Face à ces événements sanglants dont l'intensité, la dureté et la violence augmentent de semaine en semaine, et qui font des victimes innocentes, nous ne pouvons que pousser un cri d'appel à la conscience de nos concitoyens, quelle que soit leur appartenance.

Ces circonstances difficiles ne constituent pas la première crise que vit notre peuple, et malgré cela et dans chaque crise, nous avons trouvé dans l'Évangile le chemin à suivre nous indiquant le juste choix à faire, la patience pour marcher sur ce chemin, ainsi que le courage du silence quand il est nécessaire et de la parole quand elle s'impose.

En effet, l'Évangile nous appelle à témoigner au coeur de notre monde, à renforcer le dialogue avec tous et à promouvoir la justice pour tous. C'est pourquoi, nous nous trouvons maintenant appelés à exprimer notre total soutien à cette patrie et à son peuple, et à témoigner des valeurs que nous tirons de notre foi et que nous pensons pouvoir partager avec nos compatriotes des différentes confessions religieuses et spirituelles, et des différents courants philosophiques. Nous le pouvons parce que nous partageons avec eux tous l'héritage de la noble civilisation arabe et que nous partageons avec eux le même souci de l'unité nationale et le même respect de tous.

Les mutations à l'oeuvre dans le monde arabe, et les troubles actuels qui en ont résulté dans la société syrienne, sont porteurs d'une espérance nouvelle qu'il faut prendre en considération. Cette espérance se caractérise en tout premier lieu par la liberté d'expression et la liberté d'opinion, ainsi que par la recherche commune de la vérité. Les réformes sociales et politiques sont devenues une nécessité pressante que nul n'a le droit d'ignorer.

La priorité de l'unité nationale

Ce qui caractérise une communauté humaine, c'est la diversité de ses composantes. Il n'y a pas de vie sociale s'il n'y a pas de différences. La véritable paix nationale ne peut pas se construire par le rejet d'une partie de la population contre une autre ; elle suppose tout au contraire une véritable vie en commun. Cette vie n'est pas possible dans la perception négative de la présence de l'autre, dans une simple "existence côte à côte" ; elle requiert une véritable convivialité où chaque membre a un rôle efficace dans la société.

C'est pourquoi, nous partageons les craintes de notre peuple devant les défis actuels ; ces craintes surgissent face à tout changement des structures. Quel est donc le rôle positif que nous pouvons jouer dans les circonstances actuelles, si complexes soient-elles ?

Sans doute est-il vrai de dire que nous, chrétiens, considérons l'unité nationale comme le garant de notre existence même, et la perte de cette unité comme une menace de disparition, de durcissement et d'effritement. C'est pourquoi, nous entendons jouer le rôle qui nous permettra de renforcer l'unité nationale, en réactivant les valeurs qui sont essentielles à nos yeux.

Le dialogue et la liberté d'expression

Il ne nous est pas possible de mentionner toutes les causes de la crise actuelle, mais nous nous demandons comment dépasser cette situation douloureuse pour aboutir à une tentative de dialogue sincère entre toutes les parties. Ce dialogue n'est pas chose facile car il suppose d'abord la confiance dans l'autre et l'écoute de sa parole. Il nous faut aussi prendre sérieusement en considération les idées de l'autre, même si elles sont différentes des nôtres. Il n'y a pas de dialogue véritable sans acceptation préalable que "personne ne possède la vérité complète", ce qui veut dire que le but essentiel du dialogue est la recherche commune de ce qui se rapproche le plus de la vérité ; cette recherche commune suppose d'y convier toutes les parties, sans exclusive aucune.

Un tel dialogue nécessite d'être suffisamment conscients afin de ne pas être entraînés par différents canaux d'informations tendancieuses. Le chrétien adulte se libère de ses idées négatives préconçues ; il tente par le dialogue, et par l'humilité du dialogue et de l'écoute, de connaître les données objectives afin de constituer un pont entre les courants antagonistes au sein de la société. Le chrétien adulte est un acteur efficace dans la constitution d'une opinion publique modérée, condition essentielle pour une réforme réussie.

Le rejet de la violence

Nous invitons sincèrement toutes les parties à rejeter la violence. Cette option pour la non-violence ne provient pas d'un sentiment de peur ou de faiblesse ; elle est l'expression d'un principe évangélique essentiel et un élément constitutif de notre vie humaine et de notre foi. L'Église nous enseigne la nécessaire distinction entre la violence issue de la haine et l'usage légal de la force pour arrêter une agression contre la société, à condition que ceux qui usent légitimement de la force respectent pleinement la dignité de toute personne, quelles que soient ses prises de position à leur égard.

Nous refusons d'entrer dans le cercle vicieux qui engendre la peur de l'autre et étouffe toutes les bonnes intentions qui cherchent à édifier la patrie.

Chaque croyant doit purifier son coeur du mépris et de la haine ainsi que de la peur qui justifierait pour lui l'appel à l'usage de la violence. De plus, chaque croyant doit être, dans tous les domaines de sa vie sociale, tant en famille que dans la rue ou au travail, un élément efficace dans la réalisation de l'unité nationale. Il ne peut pas se réfugier dans une neutralité négative mais doit être un instrument de paix.

Dans ce contexte, nous espérons que les sentiments nationaux sincères, qui ont animé beaucoup de personnes pendant les jours passés, ne sont pas une excuse pour l'usage d'un discours qui refuse l'autre et le méprise, ce qui annihilerait toute possibilité de communication avec lui.

Nous exprimons notre profonde tristesse à toutes les familles des victimes; et nous nous engageons à oeuvrer autant que possible, à les aider toutes, sans aucune distinction, pour alléger leurs souffrances.

En conclusion, au regard de la gravité de la situation, au nom de tous ceux qui ont versé leur sang, nous implorons les Syriens de tous bords, à se mobiliser sans tarder pour construire un dialogue national sincère en vue d'une issue à cette crise.

Nous implorons le Très-Haut afin que notre premier objectif à tous, soit l'intérêt et la dignité de chaque citoyen syrien. Ainsi nous renoncerons à tout exclusivisme étroit en cherchant, envers et contre tout, à sauvegarder le salut de la nation.

Damas, le 3 juin 2011

(traduit de l'original en arabe)

GRÈCE

Un point de vue inhabituel

Je ne sais trop qu'en penser...

<http://balkans.courriers.info/article17641.html>

À Athènes, la place de la Constitution ne désemplit pas depuis le 25 mai. Opposés aux mesures d'austérité destinées à enrayer la crise de la dette, des milliers d'« Indignés » occupent cette place située face au Parlement. D'avenir pour les uns, immature pour les autres, ce mouvement fait en tout cas vaciller les structures de pouvoirs traditionnelles et rappelle que la démocratie appartient au peuple. Mais qui sont vraiment ces « Indignés » ?

Par Elisa Papadaki & Xenia Kounalaki



La place de la Constitution à Athènes avec le Parlement au fond

La place de la Constitution ne désempt pas le soir. Dans la journée, des dizaines de citoyens restent sur place : « La place est enceinte ! », avertit une nouvelle pancarte place de la Constitution, « Attention au bébé ! ». Parmi les actions organisées, les manifestants ont bloqué mardi 31 mai la sortie du Parlement. Le même jour, le doyen de l'université d'Athènes avait lancé un appel aux cercles intellectuels à venir exprimer leur colère contre le Mémorandum (l'accord signé par la Grèce avec l'UE et le FMI, NdT) : étaient invités des professeurs d'université et Mikis Theodorakis. Ce qui ne devait recueillir qu'une audience limitée s'est transformé contre toute attente en un large mouvement populaire, 48 heures après une énorme mobilisation qui a rassemblé plus de 100.000 personnes à Athènes dimanche 29 mai.

Une jeunesse qui peut changer l'avenir ?

Cela rend les choses compliquées pour le gouvernement de Yorgos Papandréou qui semble de plus en plus coupé de la réalité de la société grecque et dont les députés sont sommés de voter de nouvelles mesures imposées pour l'obtention d'un nouveau prêt, s'ils ne veulent pas être radiés du parti. Le chef de l'opposition, Antonis Samaras, a de son côté rompu le consensus politique en refusant de voter ces mesures tandis que le chef du parti de droite radicale LAOS étudie la possibilité de se retirer du Parlement.

Les médias ont dans leur ensemble commenté le mouvement des « Indignés » avec force éloges. On admire leur patience à occuper depuis des jours la place de la Constitution d'Athènes, et d'autres places. À manifester sans violence, sans couleur politique, à ne brandir que le drapeau national grec, parce que leurs salaires ont été amputés, ou que leur école ou leur hôpital manquent de ressources, parce qu'ils ont perdu leur emploi, parce qu'ils ne trouvent pas de travail, parce que leur vie se dégrade. À se mobiliser par milliers pour revendiquer un avenir meilleur. Toutes ces places pleines de monde renvoient l'image d'une jeunesse énergique, d'un collectif, d'une solidarité. Est-ce que, comme le promettent avec enthousiasme certains des participants, ce mouvement peut changer les choses ?

Il est encore trop tôt pour le dire. On ne peut cependant pas nier que ces jeunes « Indignés », qui revendiquent si fort leur différence, dans le ton et la manière dont ils manifestent, vis-à-vis des partis et des syndicats, partagent entre eux un point commun de taille : ils exigent le

départ du Mémorandum, de la troïka, du gouvernement, des politiques « voleurs », pensant que de cette façon on surmontera la catastrophe, on vivra mieux, comme avant. Apparemment donc, le refus de comprendre comment notre État en est arrivé à la faillite ne se limite pas aux partis et aux syndicats.

La crise, la responsabilité des Grecs

Ainsi, on peut trouver dans ces manifestations l'enseignant qui refuse d'être évalué, le chef d'entreprise qui évite d'éditer des factures, l'étudiant qui prend le métro sans ticket, sans prendre conscience qu'avec ces pratiques ils nuisent les uns aux autres et à l'ensemble de la société. [...] Pendant toutes ces années où l'on a pu dire que le pays connaissait un fort développement, on bénéficiait de prêts à l'envi, personne n'a lutté contre les inégalités de salaires, parmi les plus fortes en Europe, ni contre la fraude fiscale, ni contre la corruption. Et surtout, nous n'avons pas soutenu notre base de production, nous ne l'avons pas élargie, pas rendue plus rentable, rien n'a été fait contre le chômage des jeunes pour créer de nouveaux emplois, meilleurs si possible.

Et ce, par la faute des politiques, sans aucun doute, mais aussi parce que les citoyens ont toléré ce système, et parfois y ont participé directement (tous ceux qui reçoivent ou demandent des dessous de table, par exemple, ou tous ceux qui ont empêché des investissements), poussés par des intérêts mesquins, par indifférence, par ignorance.

Ce n'est pas l'Union européenne qui nous sortira de la crise de la dette. Ce n'est pas la troïka qui nous en sortira non plus, ni aucun gouvernement grec, sans que n'interviennent des changements très importants dans les pratiques économiques et sociales du pays, et dans la redistribution de la richesse nationale. [...] Sans aucune participation active, sans expression collective d'initiatives de citoyens, lois et décrets ne suffisent plus pour réussir les « réformes structurelles » et le coût pour la société est beaucoup plus lourd. Les citoyens ont brillé par leur absence pendant la première année du mémorandum, mais aujourd'hui, sur les places, on voit les premiers signes d'une autoorganisation, née sur le terreau d'une colère bien compréhensible. Ne la méprisons pas. La route sera longue.

Une dame d'un certain âge me crie dans les oreilles : « Journalistes, tous des voyous à la solde du gouvernement ! » (...) Puis s'ensuivent les slogans (« voleurs ! voleurs ! ») et des gestes d'insultes en direction du Parlement, puis des mots injurieux à l'égard du Premier ministre, du Parlement, du gouvernement. Tout le monde souligne le caractère pacifique des manifestations des Indignés. Il faut alors supposer que les potences qui se balancent devant la tombe du Soldat inconnu (face au Parlement) ne sont là que pour la décoration. Une blague circule à ce sujet sur Internet : « C'est pour que les politiques fassent de la balançoire » [...]

Deux types d'« Indignés » place de la Constitution

La vérité, c'est que la place de la Constitution a commencé à se partager en deux. Dans la partie haute de la place on trouve les Indignés de l'intérieur, drapeaux grecs sur les épaules, qui psalmodient l'hymne national, luttent avant tout pour la sauvegarde de la souveraineté nationale et demandent que ceux qui l'ont bradée soient punis. Et il y a les Indignés de l'extérieur, qui suivent l'exemple des Espagnols, qui ont planté leurs tentes sur la partie basse

de la place et organisent des meetings et des votes.

Les nationalistes du haut ne voient pas d'un bon œil les idées de démocratie directe défendues par ceux d'en bas, qui ont par exemple, lundi, voté pour l'abolition des machines à valider les tickets de métro et organisent des consultations électorales de plus en plus larges et un rien utopiques : que gouvernements, banques et troïka s'en aillent. Mais pour faire venir qui ? Chuck Norris ? [...]

L'attraction populaire de cette insurrection est très inquiétante. Jamais un mouvement dressé contre l'ordre établi n'aura autant comblé les attentes de cet ordre établi. Le métropolitain de Thessalonique Anthimos est aux côtés des Indignés et active la sonnette d'alarme de la mondialisation, Mikis Theodorakis s'adresse aux « patriotes » (sous-entendant que les membres du gouvernement ne le sont pas), le maire est avec eux, même le porte-parole du gouvernement leur fait de l'oeil. Parallèlement, la plupart des media montre les manifestations quotidiennes.

« La révolution ne passera pas à la télévision », chantait Gil Scott-Heron, père du rap, mort le 27 mai. Dans le cas des Indignés, c'est le contraire. Très vite, les Indignés vont se voir proposer des sponsors et leur « révolution » sera soutenue par une entreprise désireuse d'assoir sa popularité. Certains parlent de « reconquête de l'espace public », mais par un groupe de petits-bourgeois mécontents et de passants qui s'ennuient. Ils ont l'impression de revenir au temps de l'antique agora [...], mais la révolution a surtout été adoptée par les commerçants : la bouteille d'eau a augmenté de 20 centimes sur la place de la Constitution depuis le début de la révolution. La seule certitude est que la foule a chassé les skaters de la place. La *wasted youth* a été exilée de nouveau.

Égalité '68

(site d'agitation politique)

<http://www.egalite68.fr>